



Direction des Affaires immobilières

et du patrimoine (DAIP)

C.C.G. – AN

CAHIER DES CLAUSES GÉNÉRALES

APPLICABLES AUX MARCHÉS PUBLICS DE LA DAIP

SOMMAIRE

1	PRÉAMBULE	4
2	ACCUEIL ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX LOCAUX DE L'AN	5
2.1	ACCÈS AU PALAIS BOURBON.....	5
2.2	PLAN DES IMMEUBLES OCCUPÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE	6
2.3	PLAN DE REPÉRAGE DES ZONES DU PALAIS-BOURBON	7
2.4	TENUE DU PERSONNEL	7
2.5	ACCÈS AUX LIEUX CONCERNÉS PAR LES PRESTATIONS.....	8
2.6	HABILITATION D'ACCÈS DU PERSONNEL ET DES VÉHICULES	8
2.7	DÉLIVRANCE DES BADGES D'ACCÈS	9
2.8	CONTRÔLE DES ACCÈS.....	10
2.9	CIRCULATION DES VÉHICULES.....	10
2.9.1	CIRCULATION.....	10
2.9.2	STATIONNEMENT	10
2.10	APPROVISIONNEMENT	10
2.11	DROITS DE VOIRIE	11
3	RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES	11
3.1	VISITE DES LIEUX – CONNAISSANCE DU PROJET	11
3.2	CONTENU DE L'OFFRE DE PRIX DE L'ENTREPRISE	12
4	SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ.....	13
4.1	PRINCIPES	13
4.2	RAPPEL SUR LES SOUS-TRAITANTS	14
4.3	PARTICIPATION AU C.I.S.S.C.T.	14
4.4	INTERVENTION DANS LES VIDES DE PLAFOND	14
4.5	INTERVENTION AU-DESSUS DU VIDE OU À PROXIMITÉ DU VIDE.....	15
4.6	TRAVAUX PAR POINTS CHAUDS – MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	15
4.7	MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉLIVRANCE DES « PERMIS FEU » OU « POUSSIÈRES »	16
4.8	SÉCURITÉ DES TIERS	19
5	CONDITIONS RÉGLEMENTAIRES D'ÉTUDE ET D'EXÉCUTION	19
6	TRANSMISSION DE DOCUMENTS (DCE, DOE, DIUO, ETC...).....	21
6.1	AVANT TOUT DÉBUT DES TRAVAUX (Y COMPRIS PRÉPARATION)	22
6.2	POUR LA VÉRIFICATION DES TRAVAUX EN COURS DE CHANTIER	22
6.3	DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS (D.O.E.)	23
6.4	DOSSIER D'INTERVENTIONS ULTÉRIEURES SUR L'OUVRAGE (D.I.U.O.)	24
6.5	INTÉGRATION DES ÉQUIPEMENTS DANS LA GMAO EN FIN DE CHANTIER	24
6.6	ÉTUDES, PLANS, DESSINS D'EXÉCUTION	25
7	CONDITIONS DE RÉALISATION DES CHANTIERS	25
7.1	INTERFACES ENTRE LES DIFFÉRENTES OPÉRATIONS	25
7.2	STOCKAGES/ATELIERS/MAGASINS	25
7.3	ÉVACUATION DES GRAVOIS ET NETTOYAGE DES ZONES DE TRAVAIL.....	26
7.3.1	ÉVACUATION DES GRAVOIS.....	26
7.3.2	TRAÇABILITÉ DES DÉCHETS DANGEREUX	26

7.3.3	NETTOYAGE DES ZONES DE TRAVAIL ET DES PARTIES COMMUNES.....	27
7.3.4	NETTOYAGES SPÉCIFIQUES PAR ENTREPRISE ET NETTOYAGE FINAL.....	27
7.4	NUISANCES SONORES	27
7.5	RÉUNION DE CHANTIER	28
7.6	HORAIRES DE CHANTIER	28
7.7	HORAIRES DE LIVRAISON	29
7.8	FONCTIONNEMENT DU CHANTIER.....	29
7.9	PALISSADE DE CHANTIER.....	30
7.10	BRANCHEMENTS LIGNES TÉLÉPHONIQUES DE CHANTIER.....	31
7.11	RACCORDEMENT À L'ÉGOUT	31
7.12	DISTRIBUTION D'EAU POTABLE.....	31
7.13	FERMETURES PROVISOIRES/SERVICE DES CLÉS	31
7.14	PROTECTION DES OUVRAGES	32
8	ÉTAT DES LIEUX	33
9	OPÉRATIONS TOPOGRAPHIQUES	33
10	RÉALISATION DES OUVRAGES	34
10.1	ORIGINE ET QUALITÉ DES MATÉRIAUX ET DES MATÉRIELS.....	34
10.2	ÉCHANTILLONS	34
10.3	DÉFINITION DES TERMES EMPLOYÉS DANS LE PRÉSENT ARTICLE 10	35
10.4	LIMITES D'APPLICATON	37
11	RÉCEPTION DES OUVRAGES	39
12	DÉCLARATION DE SINISTRE	40
13	TRAVAUX NON RÉALISÉS	40
14	CONFIDENTIALITÉ.....	40

1 PRÉAMBULE

Les « cahiers des clauses techniques particulières » (CCTP) relatifs aux différentes opérations, peuvent être complétés de documents tels que le présent « cahier des clauses générales applicables aux marchés publics de la DAIP » (CCG-AN) et/ou de « cahiers de clauses techniques générales » (CCTG), spécifiques à un corps d'état.

Ces documents, propres à l'Assemblée nationale sont dits « invariants », car ils ne varient pas d'une opération à l'autre, sauf dérogations particulières indiquées dans un CCTP.

La liste des cahiers invariants disponibles à ce jour, est la suivante :

- **C.C.G. AN : Cahier des clauses générales** applicables aux marchés publics de la DAIP ;
- **Charte graphique (extrait) - Échange de données informatisées de gestion patrimoniale et de gestion de la maintenance GMAO ;**
- **C.C.T.G.- Pré-câblage VDI** : Cahier des clauses techniques générales – Pré-Câblage VDI - Courants faibles ;
- **C.C.T.G.- Électricité – Courants forts** : Cahier des clauses techniques générales ;
- **C.C.T.G.- Génie climatique** : Cahier des clauses techniques générales ;
- **C.C.T.G.- Électricité, pour le génie climatique et la plomberie** : Cahier des clauses techniques générales ;
- **C.C.T.G. GTIC** - Cahier des clauses techniques générales pour la supervision de la gestion technique des installations climatiques ;
- **C.C.T.G.- Couverture** : Cahier des clauses techniques générales ;
- **C.C.T.G.- Plomberie** : Cahier des clauses techniques générales ;
- **Description des installations existantes – A. Installations électriques ;**
- **Description des installations existantes – B. Installations climatiques ;**
- **Principes de mise en sécurité incendie du Palais-Bourbon** (rapport SOCOTEC).

L'Assemblée nationale a mis en œuvre une politique de sécurité des systèmes d'information (Objectifs et des mesures de sécurité des systèmes d'information de l'Assemblée nationale- version 1.0 - 16 décembre 2016). La PSSI/AN s'applique à tous les utilisateurs du système d'information de l'Assemblée nationale, en particulier l'ensemble des personnels, les partenaires, les entreprises prestataires et les sous-traitants, ainsi qu'aux visiteurs utilisant les ressources mises à leur disposition.

NOTA : Ces documents invariants sont versés aux dossiers de consultation des entreprises selon la nécessité de l'opération. Ils font partie intégrante du marché, lorsque celui-ci s'y réfère.

2 ACCUEIL ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX LOCAUX DE L'AN

Ce chapitre a pour objet de renseigner le personnel quant aux principales obligations à respecter dans l'enceinte de l'Assemblée nationale.

L'interférence des différentes activités de ces locaux demande à chacun de faire preuve de discrétion et de bonne tenue.

Le caractère particulier de l'Assemblée nationale justifie la mise au point préalable d'une organisation permettant l'exécution des prestations dans les meilleures conditions.

Le site du Palais-Bourbon est un ensemble particulier qui comprend :

- Hémicycle,
- Bureaux,
- Circulations,
- Salles de réunions,
- Salles de réception,
- Logements,
- Cabinet médical,
- Salles de sports,
- Cantonnement garde républicaine,
- Espaces verts,
- Parkings enterrés et de surface,
- Divers ateliers,
- Locaux techniques.

2.1 ACCÈS AU PALAIS BOURBON

L'accès aux bâtiments de l'Assemblée nationale peut se faire par les transports en commun :

MÉTRO :

Ligne 8 : Descendre à la station « INVALIDES », puis traverser la rue de Constantine et suivre la rue de l'Université jusqu'au numéro 126.

Ligne 13 : Descendre à la station « INVALIDES », puis traverser la rue de Constantine et suivre la rue de l'Université jusqu'au numéro 126.

Ligne 12 : Descendre à la station « ASSEMBLÉE NATIONALE », suivre la rue de Lille jusqu'à la rue Aristide Briand et tourner à gauche.

RER :

Ligne C : Descendre à la station « INVALIDES », puis traverser la rue de Constantine et suivre la rue de l'Université jusqu'au numéro 126.

AUTOBUS :

Lignes 63-83-93 : Descendre à la station « INVALIDES », puis traverser la rue de Constantine et suivre la rue de l'Université jusqu'au numéro 126.

Lignes 84-94 : Descendre à la station « ASSEMBLÉE NATIONALE », puis prendre la rue Aristide Briand jusqu'à l'intersection avec la rue de l'Université jusqu'au numéro 126.

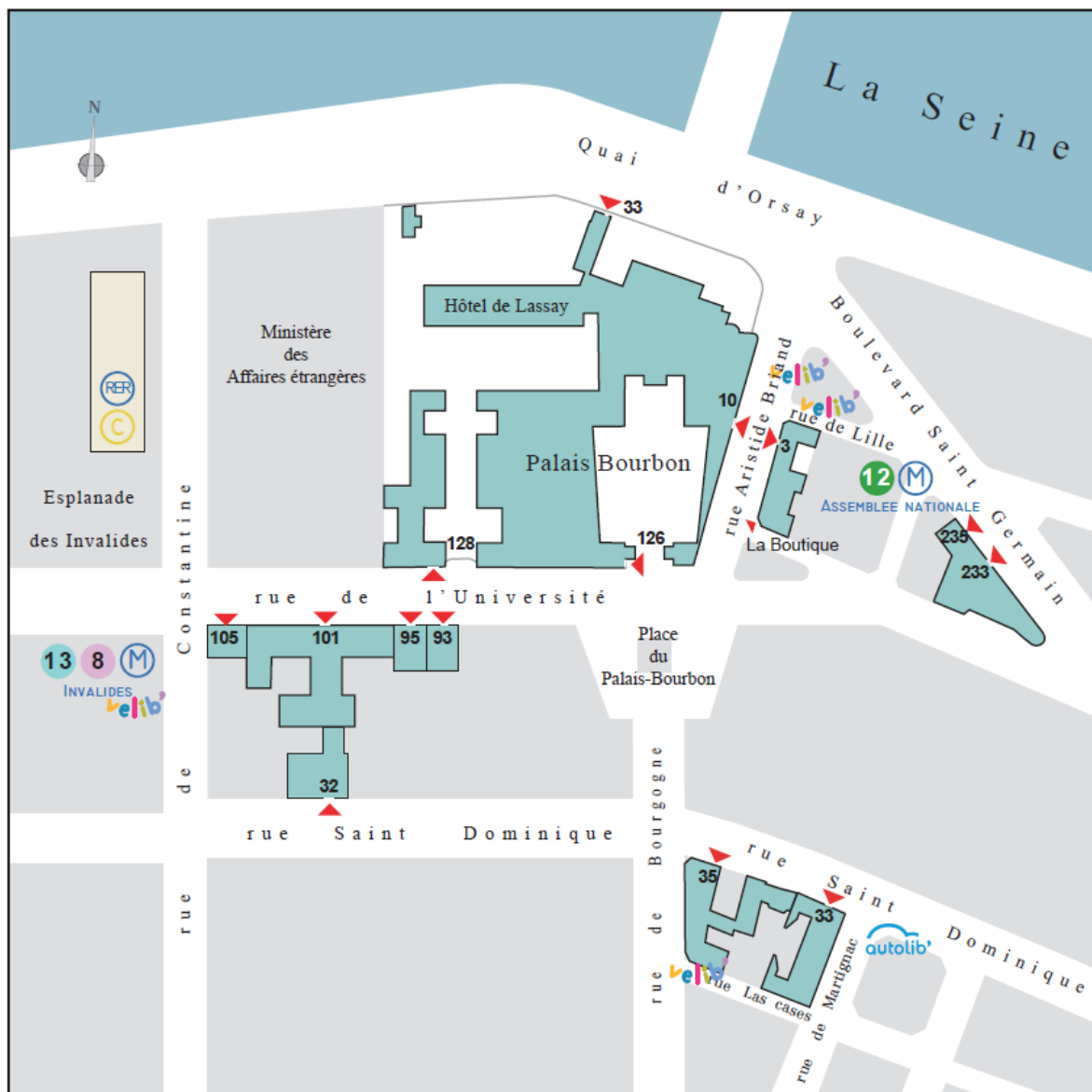
PARKING :

Nous vous signalons la grande difficulté du stationnement dans ce secteur. Néanmoins, le parking « INVALIDES » se situe à 300 m de l'entrée du site.

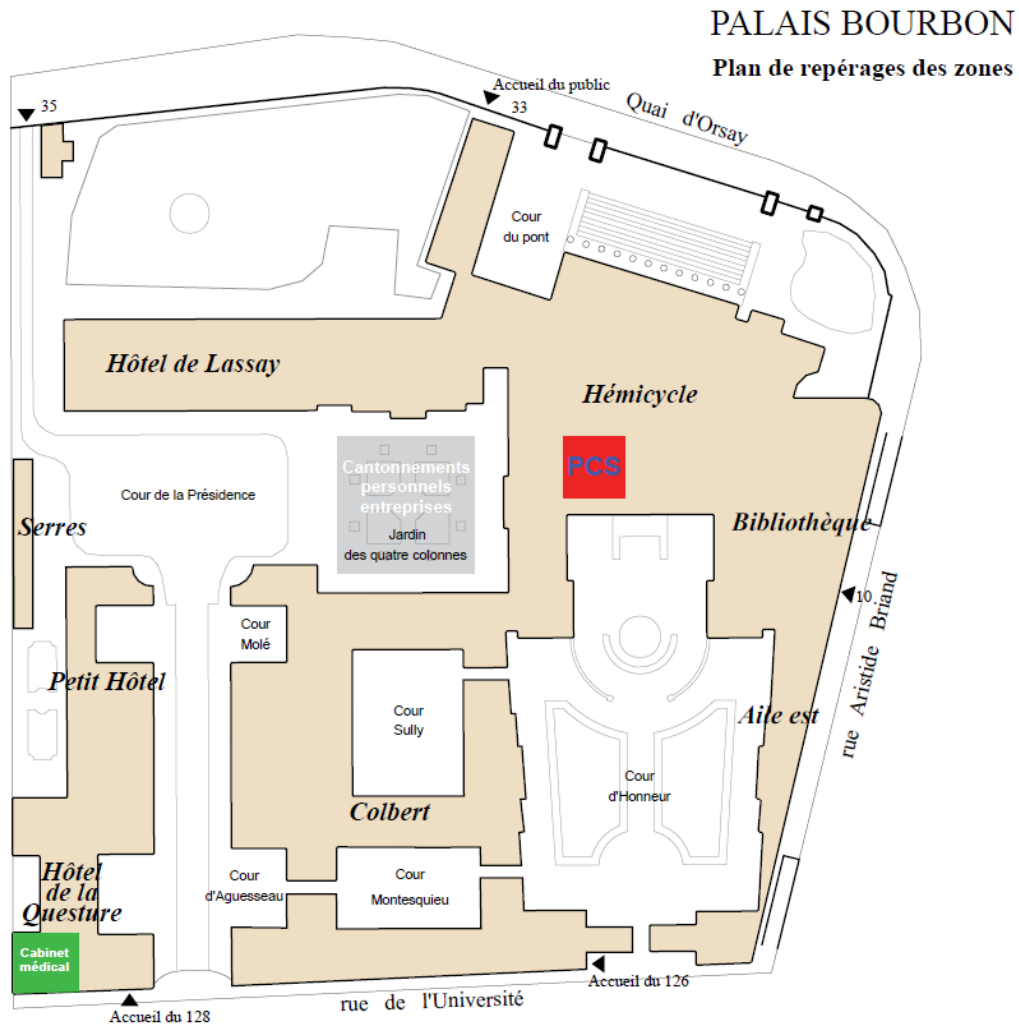
NOTA : L'accès piéton des personnels du titulaire, obligatoirement badgé, est autorisé dans les conditions précisées ci-après. Le responsable de l'entreprise fera, préalablement à toute intervention sur le site, toutes les démarches pour obtenir le badge individuel. Celui-ci doit être visible à tout moment et son port est obligatoire.

L'accès des véhicules sur le site de l'Assemblée nationale n'est autorisé que pour les livraisons, dans les conditions précisées au chapitre 2.9 du présent cahier.

2.2 PLAN DES IMMEUBLES OCCUPÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE



2.3 PLAN DE REPÉRAGE DES ZONES DU PALAIS-BOURBON



2.4 TENUE DU PERSONNEL

Le personnel des entreprises doit en toutes circonstances avoir une tenue correcte. Le port de tout couvre-chef, à l'exception du casque de sécurité, est interdit dans tous les lieux couverts.

Le port d'une tenue de travail uniforme, propre et particulière à l'entreprise, comportant le nom de la société, est obligatoire.

Lorsque le personnel est en tenue de travail (casque, chaussures de sécurité ou bottes, cotte), il devra impérativement suivre le cheminement « chantier » indiqué sur le plan d'organisation de chantier.

Il est rappelé qu'en dehors de cette zone, seule la tenue dite « de ville » est autorisée.

Les membres du personnel des entreprises autorisés à prendre leurs repas aux restaurants du personnel de l'Assemblée nationale doivent s'y rendre à certaines heures précises et en tenue de ville (les chaussures de travail sont interdites).

Les dispositions relatives à la consommation du tabac sont appliquées strictement.

2.5 ACCÈS AUX LIEUX CONCERNÉS PAR LES PRESTATIONS

L'accès aux locaux de l'Assemblée nationale est précisé, selon l'emplacement du chantier.

Pour réaliser certaines prestations, les clefs de certains locaux sous sécurité pourront être exceptionnellement confiées à l'entrepreneur avec mention dans la main courante. Celles-ci seront restituées quotidiennement en fin de travail. En cas de perte ou de vol, l'entrepreneur en avisera immédiatement la Direction des Affaires immobilières et du patrimoine et en assumera toutes les conséquences financières.

2.6 HABILITATION D'ACCÈS DU PERSONNEL ET DES VÉHICULES

L'accès des sites est interdit aux personnes non autorisées. L'entreprise établit une demande de badge pour chaque intervenant. Ce badge, strictement personnel, sera remis par la Division de l'Accueil, de la Sûreté et de la Sécurité de l'Assemblée nationale à chaque personne de l'entreprise qui devra toujours le porter en apparence sur ses vêtements.

En-dehors des heures de travail, les badges resteront sur place, au poste des gardiens surveillants.

L'attention des entreprises est attirée sur la nécessité du strict respect de ces règles. Toute infraction à ces règles entraînera le retrait de l'autorisation d'accès de la personne en cause et pourra entraîner, si la gravité de l'infraction le justifie, l'éviction de l'entreprise.

L'entrepreneur devra obligatoirement désigner une personne responsable de l'encadrement et de la discipline de son personnel. Cette personne devra être présente sur site autant que de besoin. Pour les chantiers de plus de neuf personnes, un ou plusieurs chefs désignés seront chargés de la distribution des badges chaque matin et de leur restitution chaque soir.

2.7 DÉLIVRANCE DES BADGES D'ACCÈS

La demande d'établissement de laissez-passer doit être envoyée à la DAIP au plus tard **72 heures** (3 jours ouvrés, du lundi au vendredi) avant la date d'intervention du personnel concerné, avec la copie d'une pièce d'identité en cours de validité (CNI, passeport) de la personne.

ASSEMBLÉE NATIONALE
Direction de l'Administration générale et la sécurité
Division de l'Accueil, de la sûreté et de la sécurité

Edition décembre 2021

☐ LP électronique ☐ LP restant sur site ☐ Sans édition de LP

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT DE LAISSEZ PASSER

Partie à remplir par l'entreprise chargée de l'intervention

Identité du titulaire	
Nom	
(Nom de jeune fille)	
Prénom	
Nationalité	
Né(e) le à Pays	
Pièces d'identité acceptées (<i>en cours de validité</i>) :	
(Pays espace Schengen : carte nationale d'identité ou passeport – Pays hors espace Schengen : carte de séjour)	
Numéro Date d'expiration	
Domicile	
N° portable : Adresse mail :	
Entreprise (employeur)	
Nom	
Sous traitant de	
Secteur d'activité	
Fonction exercée par le titulaire	
<small>Le laissez-passer sera disponible 48 heures après réception de la présente demande par la division de l'Accueil, de la sûreté et de la sécurité. Le titulaire le retirera personnellement au bureau des badges (réception du 126 rue de l'Université), sur présentation d'une pièce d'identité en cours de validité. La personne sera photographiée sur place. La signature du présent imprimé autorise l'enregistrement de sa photographie. Les données nominatives ci-dessus, indispensables pour la délivrance d'un titre d'accès aux bâtiments de l'Assemblée nationale, font l'objet d'un traitement automatisé déclaré auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Le droit d'accès et de rectification peut être exercé auprès de la direction de l'Administration et de la sécurité, division de l'Accueil, de la sûreté et de la sécurité, bureau 6315.</small>	
Le	
Signature du titulaire du laissez-passer	
Signature du responsable et du cachet de l'entreprise	

Partie réservée à l'Assemblée nationale

Je soussigné(e) téléphone	
Fonction : demande l'établissement d'un laissez-passer	
Période requise pour la prestation :	Donnant accès aux zones :
du	<input type="checkbox"/> 1. (Palais Bourbon)
au	<input type="checkbox"/> 2. (101 rue de l'Université)
	<input type="checkbox"/> 3. (233 bld Saint-Germain)
	<input type="checkbox"/> 5. (3 rue Aristide Briand)
	<input type="checkbox"/> 6. (95 rue de l'Université)
	<input type="checkbox"/> 7. (Las Cases / Broglie)
	<i>Remarque : Aucune case à cocher pour les « sans édition de LP »</i>
	Paris, le
	Visa du signataire habilité :

2.8 CONTRÔLE DES ACCÈS

Les entreprises devront se conformer aux consignes suivantes non exhaustives et qui pourront être évolutives suivant les besoins :

- Établissement d'une liste de personnel qui intervient sur le chantier,
- Établissement de laissez-passer individuels (badge) sous 72 heures,
- Pointage par le gardien surveillant des entrées et sorties des personnes autorisées (personnel et autres intervenants),
- Contrôle des objets, paquets et chargements sortant ou entrant dans l'enceinte du chantier.

Aucune présence de personnel des entreprises n'est autorisée hors des limites d'intervention et d'accès au chantier notamment dans les locaux dont l'accès sera réglementé.

2.9 CIRCULATION DES VÉHICULES

2.9.1 CIRCULATION

Chaque entrepreneur prendra toutes les dispositions utiles pour que les rotations des véhicules desservant le chantier ne perturbent pas la circulation sur les voies publiques.

L'entrepreneur est responsable de la propreté des voies empruntées par ses véhicules.

Il devra limiter le chargement des camions de manière à éviter toute chute de gravats ou éléments métalliques en cours de transport et assurer à ses frais l'enlèvement immédiat des matières transportées qui, malgré les précautions prises, tomberaient sur les voies.

Par temps de pluie, ces mesures seront renforcées, étant entendu qu'il sera formellement interdit de pousser les boues dans les bouches d'égouts.

Dans le cas où les précédentes prescriptions ne seraient pas observées, le Maître d'ouvrage se substituerait à l'entrepreneur sans mise en demeure préalable. Les frais engagés seraient alors portés à la charge définitive de l'entrepreneur.

Dans le cas où ces prescriptions ne seraient pas observées sans que la responsabilité puisse être déterminée, le coût de la réparation sera imputé au compte interentreprises s'il existe.

2.9.2 STATIONNEMENT

Aucun stationnement n'est prévu dans l'enceinte de l'Assemblée nationale, ni pour les véhicules de chantier, ni pour les véhicules privés.

Compte tenu des possibilités réduites de stationnement dans l'environnement de l'Assemblée nationale, les entreprises sont invitées à prendre toutes dispositions pour que les arrivées du personnel se fassent en moyens de transports collectifs. (voir chapitre sur les conditions d'accueil).

2.10 APPROVISIONNEMENT

L'entreprise devra prévoir le personnel nécessaire à la réception et à la manutention de ses livraisons.

Si un matériel de levage est présent sur le chantier, les déchargements des approvisionnements devront a priori être faits, moyennant accord de l'entreprise propriétaire, par celui-ci de façon à éviter la

multiplication des engins de levage. Les aires de livraison ne pourront servir de stockage, les matériaux livrés seront évacués le jour même vers les aires de stockage ou distribués dans les étages.

La possibilité d'approvisionnement au pied du site par camions-grues ou grues automotrices, devra être soumise à l'autorisation du Maître d'œuvre.

Les camions, lors du déchargement des matériaux ou du chargement des bennes, ne devront pas gêner le passage des véhicules dans la circulation concernée. Ces approvisionnements devront donc se faire dans les tranches horaires prévues par l'Assemblée nationale (voir chapitre 7.7). L'opération devra être organisée pour être réduite au temps minimum et toutes les signalisations nécessaires seront mises en place pendant le temps d'occupation de la voie.

2.11 DROITS DE VOIRIE

Sauf convention spéciale annexée au marché, ces prestations ou dépenses sont comprises dans le montant de l'offre.

Les formalités administratives sont à la charge de l'entreprise.

3 RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES

3.1 VISITE DES LIEUX – CONNAISSANCE DU PROJET

Les entreprises sont réputées avoir pris connaissance des conditions d'exécution des prestations à travers les documents figurant dans le dossier de consultation et le cas échéant par la visite du site (telle que prévue dans le règlement de la consultation). Elles ne pourront en aucun cas invoquer, après notification du marché, leur méconnaissance de ces lieux et des contraintes d'intervention.

Pour la livraison de certains équipements l'accessibilité des lieux sera vérifiée avant la mise en fabrication et, dans certains cas, les équipements seront préfabriqués en usine, testés, démontés, livrés et rassemblés sur site sous le contrôle du constructeur.

Du fait de leurs qualifications, il appartient aux entreprises de prévoir le détail des sujétions et toutes fournitures et ouvrages nécessaires à la réalisation parfaite de leurs travaux.

L'entrepreneur et ses sous-traitants ne pourront en aucun cas et pour quelque motif que ce soit se prévaloir d'une quelconque méconnaissance des travaux prévus dans le C.C.T.P. d'un autre corps d'état que le leur.

Tous les documents écrits ou graphiques remis aux entrepreneurs pour l'exécution des ouvrages doivent être examinés avant tout commencement d'exécution. Ceux-ci devront donc signaler au Maître d'œuvre les dispositions qui ne paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation des ouvrages, l'usage auxquels ils sont destinés ou l'observation des règles de l'art, règlements et normes de toute nature en vigueur.

Par ailleurs, l'entrepreneur est tenu d'apporter au maître d'œuvre l'assistance de ses compétences professionnelles pour la réalisation d'ouvrages parfaitement adaptés à leur fonction et aux caractéristiques particulières de l'opération.

Le fait pour un entrepreneur d'exécuter, sans en rien changer, les prescriptions des documents techniques remis par le Maître d'œuvre, ne peut atténuer, en quoi que ce soit, sa pleine et entière responsabilité de constructeur, s'il n'a pas présenté ses réserves par écrit au moment de la remise de son offre.

Aucune cote ne devra être prise à l'échelle sur les plans transmis sur support informatique.

Pendant l'exécution des travaux, l'entrepreneur devra se soumettre à tout contrôle, essai ou vérification demandé par le bureau de contrôle ; ces interventions pouvant à tout moment s'effectuer aussi bien "in situ" que dans les ateliers du titulaire ou de ses sous-traitants.

Dans l'hypothèse où il jugerait une modification nécessaire, il devrait en faire la demande préalable au Maître d'œuvre et attendre, pour agir, son acceptation par écrit.

3.2 CONTENU DE L'OFFRE DE PRIX DE L'ENTREPRISE

Sauf disposition contraire prévue dans les pièces du marché, outre les fournitures, la main-d'œuvre et toutes les dépenses indispensables à la bonne exécution de ses ouvrages, l'offre du titulaire est réputée inclure les éléments de prestations suivants et notamment :

- Les obligations portées dans le présent C.C.G - AN.
- Les frais inhérents aux horaires particuliers qui peuvent être imposés
- Les études, dessins et détails aux cotes d'exécution des ouvrages à établir par l'entreprise
- La fourniture de tous les matériaux entrant dans la composition des ouvrages définitifs ou provisoires et leur transport à pied d'œuvre, le stockage, la pose en fonction du déroulement des travaux et suivant instruction du Maître d'œuvre
- Les implantations et tracés
- Les rectifications, conséquences d'erreur ou de fausses indications données aux autres corps d'état
- La fourniture de tous les dispositifs de fixation
- Les essais de convenance demandés par le maître d'œuvre
- Le contrôle systématique de la compatibilité des matériaux entre eux et avec les ouvrages des autres Corps d'État, ainsi que la fourniture et pose de produits prescrits par les fabricants et agréés, pour éviter les désordres de toute nature
- Tous les contrôles et mesures nécessaires au bon déroulement des opérations, compris appareils de contrôle ou de mesure
- Les protections de toute nature à mettre en place pour assurer la sécurité et l'isolement du chantier
- Les protections nécessaires à la sauvegarde des ouvrages périphériques mobiliers ou immobiliers, y compris les zones de cheminement du personnel ouvrier jusqu'à l'extérieur des bâtiments, y compris également leur remaniement pendant la durée du chantier
- Tous moyens de levage et d'échafaudage
- Le nettoyage (**quotidien**) du chantier, afin que celui-ci soit maintenu en permanence, pendant la durée des travaux, en parfait état de propreté
- L'enlèvement des protections provisoires
- La remise en état de toutes parties de murs, planchers, sols, menuiseries, vitrages, etc. dégradés par l'entrepreneur, ses ouvriers ou ses représentants
- Les percements, scellements et calfeutrements nécessaires à la réalisation de ses ouvrages dans les conditions définies au chapitre 10 du présent document

- Tous les travaux accessoires et façons complémentaires nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages
- Le contrôle et le signalement au Maître d'œuvre des erreurs ou omissions concernant les dispositions adoptées, la mise en œuvre des ouvrages, la coordination des travaux
- Les frais nécessités par le contrôle des matériaux et des ouvrages, pesages, métrages, analyses, essais, épreuves, réglages, etc.
- La réfection et le remplacement éventuel des ouvrages ou matériels jugés défectueux en cours d'exécution, lors de la réception ou pendant le délai de garantie
- Le temps passé à la recherche de clefs, d'obtention des permis feu, ou tout autre motif similaire
- Les frais d'assurance
- Les frais de gardiennage éventuels
- Les charges et droits de voirie et de police pour l'occupation, l'entretien et la réparation de la voie publique, résultant soit des installations de chantier, soit de dégradations dues au chantier
- Les droits de brevet s'il y a lieu
- Toutes les sujétions résultant des prescriptions des articles objet des C.C.T.P. des différents corps d'état
- Les frais éventuels correspondant au fonctionnement du compte interentreprises et du compte prorata
- Les relevés des existants
- La fourniture et la pose de témoins autant que nécessaire.

4 SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

4.1 PRINCIPES

Les chantiers de l'Assemblée nationale sont soumis aux dispositions des sections 2 (Déclaration préalable) et 3 (Missions de coordination et coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé) du chapitre II du titre III du livre V de la quatrième partie (réglementaire) du code du travail.

En cas d'urgence (accident ou sinistre feu), composer pour joindre le poste central de sécurité pompiers (PCS) :

- Par un poste intérieur de l'Assemblée nationale, le **18** (à l'exclusion des portables),
- Par un poste extérieur ou portable, le **01.40.63.60.46**.

Ne jamais appeler directement les pompiers ou le SAMU ;

L'entreprise devra se conformer au Plan Général de Coordination (P.G.C.) et établir le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (P.P.S.P.S.) conformément aux instructions du coordonnateur de sécurité. De manière générale, les dispositions des articles L. 4531-1 à L. 4531-3 et L. 4532-2 à 4532-9 du code du travail sont applicables à l'Assemblée nationale.

En cas d'accidents corporels légers en cours de chantier :

Le personnel de chantier victime de blessures légères ne requérant pas d'évacuation ou d'intervention des services de secours peut se faire soigner au cabinet médical de l'Assemblée nationale (premiers soins).

Les opérations seront classées, suivant l'importance en Catégorie 1, 2, 3 en matière de Sécurité et Protection de la Santé et donc soumises suivant la catégorie à un Plan Général de Coordination (P.G.C.)

et au règlement du Collège Inter-entreprises de Santé, de Sécurité et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T.).

Le CCTP désigne le lot qui fournit et entretient les dispositifs de sécurité communs (protection des ouvertures extérieures, des escaliers, des trémies de gaines, des trémies d'ascenseurs, des bordures de dalles sans garde-corps, etc.).

Sont fournis par le titulaire des lots techniques utilisant un matériel de soudure, les extincteurs installés dans les circulations et les cantonnements communs.

Le P.G.C. éventuel faisant partie du dossier marché des entreprises (y compris sous-traitants et travailleurs indépendants), comporte des dispositions qui peuvent être de nature à influencer sur les techniques et les méthodes à mettre en œuvre pour réaliser les travaux.

De plus, chaque entreprise doit une concertation permanente sur ses modes opératoires, délais, moyens mis en œuvre avec tous les intervenants sur le site.

Ainsi une entreprise, pour améliorer la continuité dans le temps de protections collectives, de moyens de levage ou de manutention, pourra être amenée (sous couvert de modalités particulières à déterminer au cas par cas) à laisser ou mettre à disposition des autres intervenants les moyens déjà disposés pour elle sur le chantier.

4.2 RAPPEL SUR LES SOUS-TRAITANTS

Tout sous-traitant doit être déclaré auprès du maître d'ouvrage préalablement à son intervention sur le chantier, sous peine d'engager la responsabilité du titulaire. L'entreprise titulaire doit fournir à son sous-traitant le P.G.C. et son propre P.P.S.P.S.

4.3 PARTICIPATION AU C.I.S.S.C.T.

Si le chantier est de Catégorie 1, il impose à chaque entreprise (y compris sous-traitants) de participer au C.I.S.S.C.T.

Dans ce cas, chaque entreprise doit nommer dès le début du chantier un représentant dûment mandaté et un salarié effectivement employé sur le chantier pour participer aux réunions du Collège. Le nom de ces participants doit être envoyé au coordonnateur (Président du C.I.S.S.C.T.) au moins 15 jours calendaires avant la première réunion du Collège.

Toutefois, les entreprises qui ne prévoient pas :

- D'occuper sur le chantier au moins 10 salariés pendant au moins 4 semaines,
- Et d'exécuter des travaux inscrits sur la liste des travaux comportant des risques particuliers, pourront à leur demande être dispensées de participer aux travaux du Collège.

Tout passage de câble ou de canalisation au droit d'une canalisation au droit d'une cloison devra systématiquement être rebouché afin de restituer le degré coupe-feu (isolement).

4.4 INTERVENTION DANS LES VIDES DE PLAFOND

La réglementation ne prévoyant pas de faire effectuer des interventions (entretien ou travaux) dans un espace restreint en hauteur, d'autres dispositions doivent être prises pour permettre le travail d'entretien : présence de trappes en nombre et de dimension suffisante au droit de chaque point nécessitant intervention ultérieure, et prévoir un accès aisé à cette trappe, c'est-à-dire sans obstacle fixe ou suffisamment lourd pour générer des difficultés ou des risques.

4.5 INTERVENTION AU-DESSUS DU VIDE OU À PROXIMITÉ DU VIDE

Le personnel intervenant dans les lieux à risques et notamment au-dessus ou à proximité du vide doit disposer de son propre équipement de sécurité en état et à jour des contrôles réglementaires.

Le personnel utilisant des points d'ancrage normalisés, ligne de vie ou des éléments du bâti pour attacher son équipement individuel de sécurité devra préalablement vérifier auprès du coordinateur SPS, la conformité et la fiabilité du point d'ancrage.

4.6 TRAVAUX PAR POINTS CHAUDS – MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'entrepreneur s'engage à se conformer en tout point aux obligations de protection contre l'incendie qui lui seront imposées.

Chaque entreprise aura à sa charge la fourniture des extincteurs rendus nécessaires par ses propres travaux et ceux nécessaires à ses propres installations, tels que vestiaires, réfectoires, bureaux, etc.

Il lui est fait obligation de disposer sur le chantier de moyens de lutte de première intervention contre l'incendie. Les moyens seront en nombre suffisant et seront disposés en accord avec le Maître d'œuvre.

Avant d'entreprendre des travaux par points chauds (soudure, etc.) ou des interventions requérant l'emploi d'outillage (chalumeau, meule, mélange chimique...) susceptible de provoquer un risque d'incendie, l'entrepreneur devra obtenir « un permis de feu » signé par le représentant du Maître d'œuvre ou son représentant et le poste de sécurité incendie de l'Assemblée nationale. Dans cette demande, l'entrepreneur devra préciser la localisation des travaux, leur nature et les moyens utilisés pour exécuter le travail, la date d'intervention et son horaire. La durée d'intervention est limitée, et le permis de feu n'est délivré que pour les travaux spécifiquement décrits : le permis de feu n'est pas tacitement renouvelable.

Toute personne procédant à des travaux par points chauds sans permis de feu sera immédiatement exclue du chantier. Elle ne pourra être admise à nouveau qu'après présentation du permis de feu pour les travaux entrepris. D'autre part, le Maître d'œuvre interrompra tout travail par point chaud exécuté sans se conformer aux obligations de protection contre l'incendie imposées par le permis de feu correspondant.

Tout ouvrage de soudure sera interrompu deux heures avant la fin de la journée de travail et le lieu sera surveillé par l'entreprise avant départ du site.

De plus, il est formellement interdit d'utiliser les points d'eau du R.I.A. (robinets d'incendie armés) pour tous usages autres que la lutte contre l'incendie.

Il est rappelé qu'il est formellement interdit de fumer dans les locaux couverts.

4.7 MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉLIVRANCE DES « PERMIS FEU » OU « POUSSIÈRES »

Le premier jour de présence de l'entreprise :

- Se rendre au Poste Central de Sécurité (PCS) pompiers (du Palais-Bourbon ou de l'immeuble CHABAN-DELMAS) concerné,
- Délivrance du permis par le PCS concerné,
- Accompagnement sur le chantier par l'équipe de la BSPP (consignes),
- Retour impératif de l'ouvrier, au local PCS, à la fin des travaux pour la remise en service du système de détection incendie.

Les jours suivants :

- Présentation de l'ouvrier exécutant les travaux au Poste Central de Sécurité (PCS) pompiers (du Palais-Bourbon ou de l'immeuble CHABAN-DELMAS) concerné,
- Délivrance du permis par le PCS concerné,
- Retour impératif de l'ouvrier, au local PCS, à la fin des travaux pour la remise en service du système de détection incendie.

Ces procédures sont à appliquer chaque jour, quelle que soit la durée du chantier.

N° d'enregistrement / 2016

PERMIS "FEU"

Rédacteur BSPP : A renseigner Etabli en 2 exemplaires : (Exécutant / BSPP)
--

AVERTISSEMENT Le PERMIS FEU a pour but de prévenir le déclenchement intempestif des détecteurs incendie qui sont sensibles aux fumées. Il est établi par le chef d'entreprise donnant l'ordre de travail ou par son représentant qualifié pour chaque opération de ce type, exécutée soit par du personnel propre à l'entreprise, soit par celui d'une entreprise extérieure.

ORDRE DE TRAVAIL DONNE PAR :

Supervision SAIP: <input type="checkbox"/> Mr <input type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> Melle : (A renseigner)	Téléphone :
Entreprise : <input type="checkbox"/> Mr <input type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> Melle : <input type="checkbox"/> Chef d'entreprise <input type="checkbox"/> Représentant qualifié	Téléphone :

DATE ET HORAIRES DE VALIDITE (limités à 24 h)

Date : de à

NATURE DES TRAVAUX :

Bâtiment	Zone	Étage / Esc.	Complément	Nature de l'opération	Matériel employé
a renseigner		Niv : Esc :			- -

EXECUTANT(S) :

Entreprise ou service	Exécutant (s)	Téléphone
	-	-
	-	-

Date / heure de rédaction du permis : à
Signature du chef d'entreprise ou de son représentant qualifié :

GESTION DE LA DETECTION INCENDIE

Centrale	Zone	Ligne	Détecteurs

Gradé de reconnaissance : A renseigner	Signature pour validation du document :
--	---

CONSIGNES DE SECURITE PARTICULIERES (A préciser à l'exécutant par le chef d'équipe BSPP) :

Consignes particulières :

Numéro d'appel FEU, ACCIDENT ou INCIDENT TECHNIQUE : 18 sur poste interne

En cas d'alarme incendie dans l'établissement ou sur ordre, arrêter immédiatement tout travail

Date / heure de délivrance du permis (manuscrit) : / / 2016 à H
Signature de l'exécutant :
Nom et signature du chef d'équipe pompier : A renseigner

N° d'enregistrement
/ 2016

PERMIS "POUSSIÈRE"

Rédacteur BSPP :
Établi en 2 exemplaires :
(Exécutant / BSPP)

AVERTISSEMENT Le **PERMIS POUSSIÈRE** a pour but de prévenir le déclenchement intempestif des détecteurs incendie qui sont sensibles aux poussières en déplacement. Il est établi par le chef d'entreprise donnant l'ordre de travail ou par son représentant qualifié pour chaque opération de ce type, exécutée soit par du personnel propre à l'entreprise, soit par celui d'une entreprise extérieure.

ORDRE DE TRAVAIL DONNE PAR :

Supervision SAIP: <input type="checkbox"/> Mr <input type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> Melle : (A renseigner)	Téléphone :
--	-------------

Entreprise :	<input type="checkbox"/> Mr <input type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> Melle :	Téléphone :
	<input type="checkbox"/> Chef d'entreprise <input checked="" type="checkbox"/> Représentant qualifié	

DATE ET HORAIRES DE VALIDITE (limités à 24 h)

Date : de à

NATURE DES TRAVAUX :

Bâtiment	Zone	Étage / Esc.	Complément	Nature de l'opération	Matériel employé
PB		Niv : Esc :			-

EXECUTANT(S) :

Entreprise ou service	Exécutant (s)	Téléphone
-	-	-

Date / heure de rédaction du permis : à

Signature du chef d'entreprise ou de son représentant qualifié :

GESTION DE LA DETECTION INCENDIE

Centrale	Zone	Ligne	Détecteurs

Gradé de reconnaissance : Signature pour validation du document :

CONSIGNES DE SECURITE PARTICULIERES (A préciser à l'exécutant par le chef d'équipe BSPP) :

Consignes particulières :

Numéro d'appel FEU, ACCIDENT ou INCIDENT TECHNIQUE : 18 sur poste interne

En cas d'alarme incendie dans l'établissement ou sur ordre, arrêter immédiatement tout travail

Date / heure de délivrance du permis (manuscrit) : / / 2016 à H

Signature de l'exécutant :

Nom et signature du chef d'équipe pompier :

4.8 SÉCURITÉ DES TIERS

Toute intervention dans un édifice recevant du public doit faire l'objet de mesures particulières de sécurité d'autant que les travaux sont effectués dans des bâtiments en service et ne doivent pas nuire à son bon fonctionnement.

Chaque intervention susceptible de générer des nuisances perturbantes ou des risques doit être organisée avec le responsable de l'opération de la Direction des Affaires immobilières et du Patrimoine, qui fixera les mesures de sécurité à mettre en œuvre.

Par ailleurs, aucun câble électrique volant, raccord de tuyauterie souple véhiculant un quelconque fluide, stock de gaz sous pression, ne devra être placé dans des lieux de passage du public, ni être directement accessible par celui-ci.

5 CONDITIONS RÉGLEMENTAIRES D'ÉTUDE ET D'EXÉCUTION

Conformément à l'article 23 du C.C.A.G.-TRAVAUX, les travaux seront exécutés selon les règles de l'art et seront conformes à tous les textes législatifs et techniques réglementaires, en vigueur à la date de la remise des offres, et notamment :

- le code du travail,
- le code de la construction et de l'habitation,
- la sécurité dans les établissements recevant du public (ERP),
- les règlements sanitaires,
- l'environnement,
- les nuisances sonores,
- les installations classées,
- la maîtrise et les dépenses d'énergie,
- les normes, DTU, règlements, préconisations,

Si en cours de travaux, de nouveaux règlements entrent en vigueur, l'entrepreneur devra proposer toutes dispositions pour livrer les ouvrages conformes à ces règles.

En cas de doute sur l'interprétation ou contradiction d'un règlement ou d'un détail d'exécution, la règle la plus contraignante sera appliquée et l'approbation d'un bureau de contrôle sera toujours exigée.

Classement des établissements de l'Assemblée nationale :

Les bâtiments suivants sont soumis à la réglementation des établissements recevant du public (ERP) :

- les bâtiments du Palais-Bourbon sont classés en 1ère catégorie, avec activités du type W, N, L, M, X, S et Y.
- les bâtiments du 101, 103 rue de l'Université et 32 rue St Dominique forment un seul établissement de 1ère catégorie, avec activités type W, N, L et O.

- le bâtiment du 95, rue de l'Université est de 3^e catégorie, type W.
- le bâtiment du 33, rue Saint Dominique est de 3^e catégorie, type W, N et L.

Les bâtiments suivants sont soumis au code du travail :

- les bâtiments A et B du 3, rue Aristide Briand à l'exception de la boutique classée en établissement recevant du public de 5^e catégorie,
- les bâtiments des 233 et 235, boulevard Saint-Germain.

6 TRANSMISSION DE DOCUMENTS (DCE, DOE, DIUO, ETC...)

L'ensemble des documents sera fourni :

- en un exemplaire sur support informatique de type clef USB et sous logiciels AUTOCAD version 2017, REVIT, OFFICE sous Windows, PDF ACROBAT ;
- et en un exemplaire reproductible sur papier.

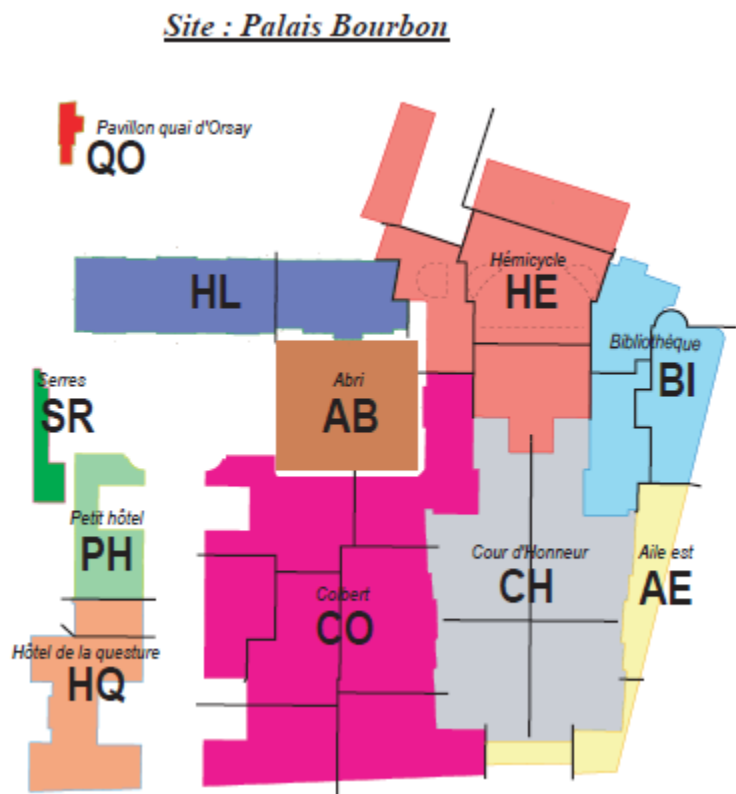
Une version partielle de la charte graphique de l'Assemblée nationale est jointe au C.C.T.P.

Codification des corps de bâtiments du Palais-Bourbon :

Corps de bâtiment

Les corps de bâtiment correspondent à un découpage des sites en unités architecturales. La délimitation des corps de bâtiment suit une logique de ruptures architecturales des éléments porteurs et du gros oeuvre. Le palais Bourbon est divisé en 11 corps de bâtiment.

Les corps de bâtiment sont codifiés à l'aide de 2 caractères. Ils sont uniques, la connaissance de ces 2 caractères suffit donc à déterminer à la fois le site et le corps de bâtiment.



6.1 AVANT TOUT DÉBUT DES TRAVAUX (Y COMPRIS PRÉPARATION)

Sauf dispositions contraires prévues dans les pièces du marché, l'entreprise retenue pour l'exécution des travaux devra fournir suivant la réception de la lettre d'intention de commande ou de l'ordre de service, et au minimum de 15 jours avant tout démarrage de travaux, les documents ci-après :

- Établissement du PPSPS suivant les directives du PGC,
- Effectif de l'entreprise,
- Méthodologie détaillée des travaux, en concertation avec l'OPC,
- Tous les plans, notes, états, etc. pour refléter les équipements à réaliser ou à modifier, et plus particulièrement :
 - Les fiches techniques des matériaux avec les agréments (CSTB, etc.),
 - Les certificats de réaction et de résistance au feu, délivrés par un laboratoire officiel,
 - Les notes de calculs,
 - Les plans d'implantation cotés des ouvrages et matériels nouveaux ou déplacés,
 - Les schémas de principe unifilaires et développés des installations,
 - Les plans d'implantation des canalisations et des matériels installés propres aux divers ouvrages créés ou remaniés,
 - Les fiches techniques des matériels, pour approbation,
 - Les notices de fonctionnement et d'entretien des matériels, notamment celles des appareils de contrôle et de protection,
 - Les plans guides de génie civil et de réservations nécessaires à ses ouvrages (caniveaux, socles, etc.),
- L'échantillonnage des matériaux ou matériels (robinetterie, appareils sanitaires, accastillage,

Cette liste n'est pas limitative. Tous les plans et documents nécessaires à la bonne exécution des travaux et à l'exploitation des installations pourront être demandés.

Pour chacun de ces documents, l'entreprise devra fournir des exemplaires papier et un exemplaire informatique. Le nombre d'exemplaires à prévoir sera communiqué au cours de la première réunion de chantier et sera d'au minimum trois.

6.2 POUR LA VÉRIFICATION DES TRAVAUX EN COURS DE CHANTIER

L'entreprise devra soumettre à l'agrément du Maître d'œuvre et des organismes de contrôle et de coordination :

- Les plans d'encombrement et positionnement du matériel ainsi que les contraintes d'environnement liées à ce matériel,
- Les diagrammes, organigrammes des réseaux,
- Les coupes et détails laissant apparaître les précautions prises par l'entrepreneur pour que les installations soient réalisées suivant les règles de l'art,
- Tout plan modificatif éventuel,
- Les procès-verbaux des matériels, des appareils et des matériaux,
- Les analyses fonctionnelles avant toute programmation d'automatismes,
- Les plans et coupes de cheminements,
- Les bilans de puissance maximale installée, foisonnée, appelée (ECS, EF, électricité, etc.)

Le nombre d'exemplaires à prévoir sera communiqué au cours de la première réunion de chantier et sera d'au minimum 3.

L'entreprise désignera un responsable permanent et compétent qui la représentera auprès de la Maîtrise d'œuvre au cours des travaux et qui aura le pouvoir de décision.

6.3 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS (D.O.E.)

Le titulaire remettra au maître d'œuvre, lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1, l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés (D.O.E), ainsi que les constats d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre.

Le titulaire devra disposer des matériels informatiques et des outils logiciels permettant de garantir l'interopérabilité des documents électroniques qu'il aura à produire avec les logiciels (article 6) dont dispose le maître d'ouvrage et tels qu'ils sont indiqués dans le marché.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

La constitution du dossier devra être soumise à approbation en cours d'exécution et comportera notamment :

- un sommaire général et des sommaires par classeur ;
- la liste des plans et documents d'exécution indicés et datés avec des intitulés clairs et conformes à l'exécution ;
- les plans d'implantation des équipements ;
- les attachements figurés ;
- les schémas multifilaires de tableaux ;
- les synoptiques ;
- les plans de cheminement ;
- les diverses notes de calcul ;
- les listes de points de gestion technique ;
- les listes de repères équipements ;
- la liste des câbles et raccordements de contrôle/commande ;
- les analyses fonctionnelles et logigrammes (algorithmes linéaires et arborescents, graFcet, etc.) des divers automatismes ;
- les programmes des automatismes ;
- les tables de codes de la gestion technique ;
- les procès-verbaux des matériaux, des analyses et essais éventuels ;
- les fiches techniques de matériels et appareillages spécifiques à ceux installés uniquement (compris notices d'installation livrées avec les matériels) ;
- les notices de mise en service, conduite et entretien des matériels (notices constructeurs) ; celles-ci rappelleront les visites de contrôle et essais réglementaires pour satisfaire aux normes, lois et décrets applicables ;
- une notice d'exploitation de l'ensemble des installations, avec les consignes de sécurité ;
- les procès-verbaux des essais de matériels et de mesures ;
- le rapport des contrôles et essais entreprise (fiches d'auto-contrôle) ;
- les certificats de garantie ;
- les listes de pièces de rechange courantes et de première urgence ;
- les fiches d'intervention ultérieures (indiquant les habilitations et outils minimum pour intervenir à un niveau donné des installations) ;

- le ou les contrats de maintenance éventuels ;
- la liste générale des équipements installés avec la marque, le type et les coordonnées des fabricants.

6.4 DOSSIER D'INTERVENTIONS ULTÉRIEURES SUR L'OUVRAGE (D.I.U.O.)

OBJECTIF

Le dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage a pour objectif essentiel de faciliter tout entretien ultérieur nécessaire pour maintenir l'ouvrage dans l'état où il se trouve lors de sa livraison.

Ce dossier doit pouvoir rassembler toutes les pièces écrites et graphiques qui constituent l'ouvrage, soit par nature, soit par destination, notamment :

- Gros œuvre et second œuvre
- Équipements tels que : fermetures automatiques, ascenseurs, ventilation, climatisation
- Tous les équipements des lots techniques.

DOSSIER

Les entreprises intervenantes fourniront à la Maîtrise d'œuvre et suivant leur lot les pièces nécessaires pour établir le Dossier de Maintenance :

- Niveau minimum d'éclairage des circulations, des accès, des locaux techniques et les informations pour en assurer l'entretien : localisation, type d'entretien, périodicité...
- Notice d'instruction précisant les dispositions prises pour la ventilation, l'assainissement et le chauffage des locaux et les informations pour en assurer l'entretien : localisation, type d'entretien, périodicité...
- Descriptifs et caractéristiques des installations électriques et les informations pour en assurer l'entretien : localisation, type d'entretien, périodicité...

6.5 INTÉGRATION DES ÉQUIPEMENTS DANS LA GMAO EN FIN DE CHANTIER

Dans le cadre de la gestion de la maintenance et de l'exploitation, les entreprises titulaires des marchés de travaux devront produire un tableau sous format Excel suivant le modèle ci-après permettant d'inventorier l'ensemble des équipements mis en œuvre au cours d'une opération de travaux.

Intitulé de l'opération - Numéro de l'opération													
Localisation				Ordre de service	Numéro d'opération	Matériel déposé				Matériel installé			
Code lieu	Batiment	Etage	Bureau			Code matériel	Marque	N° de série	Modèle	Code matériel	Marque	N° de série	Modèle
AE0-009A	Allée Est	RDC				T0050010	PHILIPS	VNIG0601047573	26FF55200/10				
BB3-035A	Le 23385G	3	8341			T00500350	PHILIPS	FZ1A1006011260	19HFL33310/10				Mural
BB5-058A	Le 23385G	5	8529			T0050013	PHILIPS	HJ200623285751	26FF55210/12				Mural
BB7-048A	Le 23385G	7	8724			T0050474	PHILIPS						Mural

6.6 ÉTUDES, PLANS, DESSINS D'EXÉCUTION

Les entrepreneurs devront fournir au maître d'œuvre et, le cas échéant, au contrôleur technique, en vue de leur approbation, en temps utile, et ce avant de commencer la fabrication ou les travaux, tous les plans d'exécution et détails de construction définis ou non dans les plans de marché ou ceux qui diffèreraient des détails apparaissant sur les plans de marché.

Ces détails seront définis en coupes, plans et élévations sur lesquels figureront les ouvrages contigus.

Les entrepreneurs sont tenus de contrôler sur place les cotes exactes des ouvrages en œuvre et d'adapter leurs fabrications aux ouvrages en place.

Tous les défauts de tolérance seront signalés au maître d'œuvre.

Les entrepreneurs devront donner aux autres Corps d'État, avec tous les renseignements nécessaires, les plans précis de leurs ouvrages, dès que ceux-ci auront reçu l'approbation du maître d'œuvre.

Ils devront s'assurer sur le chantier que ces indications ont été correctement suivies, en vue de l'achèvement de l'opération et de la conformité de l'ensemble des ouvrages.

7 CONDITIONS DE RÉALISATION DES CHANTIERS

Rappel : l'entreprise devra intégrer dans ses prix toutes sujétions liées au présent chapitre.

Les dispositions proposées dans ce chapitre constituent la référence.

Elles sont établies a priori et restent applicables tant que non contredites par les dispositions particulières de chaque opération.

7.1 INTERFACES ENTRE LES DIFFÉRENTES OPÉRATIONS

En règle générale, les travaux de plusieurs opérations se déroulent simultanément.

Le prix de l'entreprise est supposé en tenir compte et aucune réclamation ne sera acceptée de ce fait.

Les interférences entre deux opérations simultanées et/ou contiguës sont traitées dans les CCTP spécifiques.

7.2 STOCKAGES/ATELIERS/MAGASINS

Compte tenu du peu de place disponible sur le site, il ne sera mis à la disposition des entreprises que des surfaces minimum pour ateliers et stockage de matériaux.

Chaque entrepreneur devra gérer ses approvisionnements au fur et à mesure de ses besoins et limiter au strict minimum les stockages sur le chantier en fonction de l'avancement des travaux et du planning.

En cas de nécessité d'accès par des véhicules lourds, ou de stockage provisoire de charges lourdes, l'entrepreneur concerné devra proposer, au préalable, au visa du Maître d'œuvre, un dossier détaillant les dispositions proposées pour éviter toute dégradation.

Chaque entrepreneur aménagera, équipera, entretiendra et/ou protégera les zones extérieures qui pourraient lui être attribuées pour installer un magasin ou une aire de stockage. Toutefois, l'attention des entrepreneurs est attirée sur l'exiguïté du site et l'impossibilité de proposer à chacun une zone à cet effet.

Les stockages de produits dangereux ou inflammables devront faire l'objet des précautions d'usage et de demandes d'autorisation préalables au chef de sécurité incendie.

7.3 ÉVACUATION DES GRAVOIS ET NETTOYAGE DES ZONES DE TRAVAIL

7.3.1 ÉVACUATION DES GRAVOIS

Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé. Il doit le nettoyage quotidien de ses lieux d'intervention, afin de laisser le chantier dans un état général de propreté qui ne retarde pas l'intervention des autres Corps d'État et favorise l'hygiène et la prévention des accidents.

Aucun stockage de gravois ou déchets n'est toléré plus de 24 heures.

Le Maître d'ouvrage pourra faire enlever par une société de nettoyage, aux frais de l'entreprise désignée comme responsable des salissures, ou au prorata des entreprises présentes, les gravois laissés en place au-delà des délais accordés.

Le Maître d'œuvre peut demander ces nettoyages chaque fois qu'il le juge nécessaire.

Toute installation de goulotte, emplacement et dispositif de fixation devra être soumise à l'approbation du Maître d'œuvre (interdiction de fixation aux murs de façade) et les ouvrages existants devront être protégés.

En pied de chutes des goulottes, seront installées des bennes amovibles pour évacuation des gravois de démolition. Des bâchages fixés aux pieds de chutes des goulottes permettront d'éviter toute projection en dehors des bennes. En cas de persistance des poussières dans l'air, un système d'humidification devra être installé.

L'évacuation des bennes à gravois se fera à la décharge publique et sera à la charge de chaque entreprise concernée. Le tri des déchets est obligatoire.

Chaque entrepreneur devra procéder lui-même à l'enlèvement de ses cartonnages, emballages, produits dangereux et de leur emballage, ceux-ci ne pouvant être assimilés aux gravois. En aucun cas, ces éléments ne seront déposés dans les bennes à gravois communes. En particulier toutes les démarches seront entreprises par l'entrepreneur afin qu'en cas de déchets particuliers exigeant l'envoi dans des décharges classées, le Maître d'ouvrage ne puisse être inquiété.

7.3.2 TRAÇABILITÉ DES DÉCHETS DANGEREUX

Conformément au décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments et à l'arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, chaque entreprise crée son propre compte sur la plateforme numérique Trackdéchets.

Tout au long du chantier, l'entreprise crée, via son propre compte, ses bordereaux de suivi des déchets dangereux dématérialisés et les rattache au compte de l'Assemblée nationale (Numéro SIRET 11000001500013 Code NAF 84.11Z – Adresse 126 RUE DE L'UNIVERSITE 75007 PARIS).

7.3.3 NETTOYAGE DES ZONES DE TRAVAIL ET DES PARTIES COMMUNES

Le niveau de qualité désiré est un nettoyage de propreté effectué au balai avec enlèvement des déchets et des poussières. Chaque entrepreneur doit le nettoyage de sa zone de travail et des salissures dues à ses travaux. Le nettoyage de son chantier sera réalisé par le titulaire quotidiennement : balayage, rangement du matériel et évacuations, sous peine des sanctions prévues au marché.

Pour éviter la propagation de la poussière dans les locaux autres que ceux en chantier, des protections étanches doivent être installées et des nettoyages fréquents par aspiration peuvent être imposés à tout moment. Des protections particulières (filtres) seront mises en place pour éviter la propagation de la poussière dans les conduits de ventilation ou autres gaines et trémies.

Interdiction formelle est faite aux ouvriers travaillant sur le chantier de fumer, de faire du feu dans les locaux, de dessiner ou d'écrire sur les murs, même destinés à être enduits, d'utiliser les locaux d'intervention comme vestiaires, réserves, cantines, et de commettre toute action nuisible à la propreté et à l'hygiène du chantier.

En aucun cas les sanitaires de l'Assemblée nationale ainsi que les caniveaux ne serviront au nettoyage du matériel de chantier.

Les entreprises de maçonnerie, plâtre, carrelage et peinture devront utiliser systématiquement leurs bacs de rétention ou de décantation.

Tout encrassement des eaux usées (laitances, plâtre, ...) sera nettoyé aux frais de l'entreprise concernée ou, par défaut, au prorata des entreprises présentes.

7.3.4 NETTOYAGES SPÉCIFIQUES PAR ENTREPRISE ET NETTOYAGE FINAL

Le nettoyage final de livraison fera l'objet d'une attention particulière. Il sera exécuté dans tous les locaux concernés par les travaux, ainsi que tous les espaces extérieurs salis. Il sera réalisé par l'entrepreneur désigné dans les pièces du marché.

Dans le cadre du nettoyage final, aucune intervention n'est à prévoir au titre du chantier dans les salles décorées. En cas de dégradation, il sera assuré par une entreprise spécialisée agréée par l'Assemblée nationale à la charge des entreprises responsables.

Dans l'hypothèse où ces prescriptions ne seraient pas observées, le Maître d'ouvrage se substituerait à l'entrepreneur qui supporterait les frais engagés, ainsi qu'une pénalité prévue au C.C.A.P du marché.

7.4 NUISANCES SONORES

En raison de la nature et de la qualité des lieux, les entreprises sont tenues de prendre toutes les précautions acoustiques nécessaires (écrans, capotages, pots d'échappement, etc.) afin de ne pas dépasser les limites réglementaires déterminées par les textes en vigueur.

Si des nuisances sonores supérieures à 80 dBA ne peuvent être évitées, les travaux concernés seront exécutés à des horaires décalés et appropriés, autorisés par la Maîtrise d'œuvre (voir chapitre 7.6).

Les travaux peuvent être suspendus, sans préavis, en cas de gêne constatée par l'entourage du chantier.

7.5 RÉUNION DE CHANTIER

RÉUNION HEBDOMADAIRE

Les réunions de chantiers auront lieu sur convocation du Maître d'œuvre. D'autres réunions spécifiques différentes de la réunion de chantier principale, peuvent être organisées à la demande du Maître d'œuvre.

La présence des entreprises convoquées à ces réunions est obligatoire. Toute absence non autorisée sera sanctionnée par des pénalités prévues au C.C.A.P.

Les représentants des entreprises présents à ces réunions devront avoir la connaissance parfaite des dossiers, les pouvoirs et les compétences nécessaires pour répondre aux demandes du Maître d'œuvre, telles que : modifications techniques, adaptation des prestations pour tenir compte des contraintes du chantier, estimations prévisionnelles, etc. Ils devront avoir visité leur chantier avant toute réunion et avoir une parfaite connaissance de l'état d'avancement.

COMPTES RENDUS DE RÉUNIONS DE CHANTIER

Le Maître d'œuvre établit un compte rendu écrit de chaque réunion, qui est transmis à tous les intervenants. Ce compte rendu mentionne les personnes présentes, l'état d'avancement des travaux, ainsi que toutes les décisions ou observations particulières, prises ou énoncées.

Les entreprises disposent d'un délai de huit jours calendaires pour contester le contenu du compte rendu, en faisant part de leurs observations au cours de la plus prochaine réunion ou par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au Maître d'œuvre.

Tout courrier devra préciser les raisons exactes de la contestation et être accompagné de tous les documents justificatifs nécessaires. Les courriers seront à adresser au Maître d'œuvre.

7.6 HORAIRES DE CHANTIER

Les chantiers sont ouverts du lundi au vendredi de 6 heures à 22 heures.

Des contraintes spécifiques à l'Assemblée nationale sont susceptibles de modifier temporairement ces horaires. Les entreprises en seront avisées à l'avance, de manière à pouvoir ajuster leur programme d'intervention.

Rappel : Les travaux bruyants doivent être préalablement planifiés et autorisés.

En dehors des périodes où l'Assemblée ne siège pas, les travaux créant des nuisances (notamment du bruit, etc.) seront systématiquement réalisés en horaires décalés, soit :

- du lundi au vendredi de 22 heures à 6 heures du matin, sauf en cas de séances en soirée ou la nuit,
- les samedis toute la journée, sauf activité parlementaire exceptionnelle,
- les dimanches et jours fériés, sous réserve de l'accord de l'Inspection du travail.

Dans la mesure où, pour des besoins justifiés, les entreprises se trouveront dans la nécessité de travailler en dehors des heures d'ouverture prévues au premier alinéa du présent 7.6, elles devront en demander l'autorisation au Maître d'œuvre qui la transmettra au Maître d'ouvrage (exemples : travail en poste ou poste décalé, samedis, dimanches, jours fériés).

Lorsque le C.C.T.P. préconise expressément le travail en postes décalés, de nuit ou de week-end, pour la durée d'un chantier ou pour certaines tâches, l'entrepreneur devra intégrer dans son prix toutes sujétions financières en découlant.

7.7 HORAIRES DE LIVRAISON

En période d'interruption des travaux parlementaires

Les livraisons à l'Assemblée nationale sont autorisées tous les jours de 7 h 00 à 18 h 00.

En période de session

En période de session, et surtout lorsque l'Assemblée tient séance, les livraisons sont autorisées du lundi au vendredi de 7 h 00 à 8 h 30 et entre 13 h et 15 h 00.

Pour chaque entreprise, les responsables de chantier devront prendre leurs dispositions pour planifier et réceptionner leurs marchandises dès l'entrée de l'Assemblée nationale, afin d'éviter tout renvoi par les gardiens surveillants. Les services de l'Assemblée nationale ne sont pas chargés d'assurer la réception de ces marchandises.

Toute livraison de marchandises à l'intention des entreprises relève de la responsabilité de ces entreprises. Les livraisons à l'intention de l'Assemblée nationale doivent être accompagnées d'un bon de livraison en deux exemplaires contresigné par un représentant de l'Assemblée nationale mentionnant clairement le nom de la personne et sa signature, et le lieu de livraison.

7.8 FONCTIONNEMENT DU CHANTIER

L'entrepreneur devra se conformer aux instructions du Maître d'œuvre en ce qui concerne les heures d'entrée et de sortie des ouvriers et l'accès au lieu des travaux.

Il supportera les interruptions de travail nécessitées par les besoins de fonctionnement de l'Assemblée nationale et prendra à sa charge toutes les mesures qui lui seront demandées pour ne pas gêner le Maître d'ouvrage :

- respect du parcours imposé pour l'accès au lieu des travaux avec interdiction de pénétrer ou de circuler dans les autres parties de l'Assemblée nationale,
- interdiction de travaux bruyants à certaines heures,
- interdiction de travaux lors de réceptions ou de séances à l'intérieur de l'Assemblée nationale.

Les engins utilisés à l'intérieur des locaux seront manuels ou à énergie électrique ; aucun appareil équipé de moteur à explosion n'est autorisé. Le matériel roulant sera équipé de roues pneumatiques.

Suivant l'importance des opérations, plusieurs possibilités d'installations sont possibles. Le C.C.T.P. précise le cas correspondant à l'opération concernée.

Pour tous types d'opérations :

- l'eau et l'électricité seront fournies par l'Assemblée nationale. Pendant les travaux, les entreprises se brancheront sur les points d'eau, sur les prises, ou dans les armoires, indiquées par le Maître d'œuvre.
- les entreprises feront leur affaire de la fourniture d'autres fluides.

1^{er} CAS - Opération de faible importance

En règle générale, l'Assemblée nationale pourra fournir les lieux de vestiaires, réfectoires, sanitaires, mais pas de bureaux ou magasins de chantier. Des précisions ou confirmations devront être recherchées auprès de la Maîtrise d'œuvre. Les repas seront pris dans les réfectoires du cantonnement de « l'Abri » mis à disposition des entreprises (voir plan chapitre 2.4) ; ils ne devront provoquer aucune nuisance, notamment olfactive. Il est strictement interdit de préparer ses repas ; seul est autorisé le réchauffement de plats déjà cuisinés. **Les installations devront être nettoyées chaque jour par l'entreprise.**

2^e CAS - Opération importante

Le plan d'organisation du chantier mentionne les emprises allouées aux entreprises quant à l'implantation de la base vie et aux accès du personnel au chantier proprement dit ainsi que le cheminement exceptionnel à l'intérieur du chantier des camions et engins spécifiques.

L'entrepreneur principal désigné par l'Assemblée nationale a obligation de réserver dans son cantonnement les places nécessaires à tous les personnels y compris ses sous-traitants. Il ne sera pas toléré de cantonnement anarchique.

Si le marché le prévoit, l'entrepreneur principal devra mettre à la disposition du Maître d'œuvre une salle de réunion, pour une population de 30 personnes au moins, équipée de tables, chaises et porte manteaux, casiers à courriers, tableaux d'informations.

L'entrepreneur principal assurera l'entretien journalier de ces locaux ainsi que la fourniture des consommables.

L'installation électrique de ce type de chantier est précisée au « CCTP ».

La puissance demandée par l'entreprise devra être précisée avec la remise de prix.

L'installation devra être exécutée par un électricien agréé et vérifiée par un bureau de contrôle.

Les appareils d'éclairage, appareils électriques, prolongateurs et enrouleurs nécessaires seront fournis par chaque entreprise utilisatrice.

7.9 PALISSADE DE CHANTIER

L'entrepreneur du lot désigné dans le C.C.T.P. devra assurer la sécurité et l'entretien de l'aire de stockage et de l'emprise de toutes les installations communes du chantier, au moyen de palissades installées suivant instructions du Maître d'œuvre.

Ces palissades de protection seront fixes, en tôles jointives, d'une hauteur de 2,50 mètres dans l'enceinte des bâtiments et d'une hauteur de 4 mètres sur la voirie, munies d'une porte d'accès fermant à clé, avec poteaux et traverses de raidissement assurant une stabilité parfaite. Les pieds de poteaux seront lestés de gueuses, ou noyés dans des massifs de plâtre excluant formellement les trous et scellements dans les sols existants, afin d'éviter leur détérioration.

Ces palissades ne devront pas présenter de discontinuité sur leur périmètre.

Elles seront exemptes d'aspérités, de clous et devront présenter aux usagers un aspect lisse, sans risque de danger.

Elles seront peintes de couleur claire unie (ton pierre) **et exemptes de publicité**.

7.10 BRANCHEMENTS LIGNES TÉLÉPHONIQUES DE CHANTIER

Les abonnements et consommations sont à la charge du titulaire demandeur.

7.11 RACCORDEMENT À L'ÉGOUT

La prestation concerne les branchements provisoires de raccordement à l'égout, les réseaux nécessaires pour l'assainissement de l'opération et des installations communes et en cas de branchement direct à l'égout public. Toutes les démarches administratives nécessaires à l'obtention des autorisations de services des égouts et de la voirie (compris frais de branchement), sont assurées par l'entreprise en charge des travaux de raccordement.

L'évacuation vers le réseau des eaux chargées de laitance ou de béton se fait après décantation dans des bacs dessableurs. Quelle que soit la provenance de l'eau, son évacuation par tous moyens adaptés est à la charge de l'entrepreneur responsable.

Nota : Aucun raccordement ne doit être réalisé en dessous du niveau de la cote de crue (33,20 NGF).

7.12 DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

Aucune installation provisoire, souple ou rigide, ne sera admise dans le bâtiment. L'accord du Maître d'œuvre pour une éventuelle dérogation ne pourra être donné qu'après engagement écrit de l'entreprise de démonter, autant de fois que nécessaire, ces installations. Celles-ci seront équipées de disconnecteurs par réseau technique.

7.13 FERMETURES PROVISOIRES/SERVICE DES CLÉS

Fermatures provisoires pré-déterminées

En fonction de l'avancement des travaux et à la demande de la Maîtrise d'œuvre, la création de zones et fermetures de ces zones sera réalisée au moyen de :

- cloisons, maçonneries, carreaux de plâtre ou bois en veillant à ne pas dégrader les supports,
- portes simples ou doubles, compris supports, serrureries, canons provisoires. Ces canons et clés provisoires seront d'un modèle nécessitant accord pour la reproduction.

Les fourniture, pose, entretien, dépose et évacuation seront exécutés par le lot désigné dans la notice d'organisation. Les dépenses correspondantes seront prises en charge dans les conditions prévues par le C.C.T.P.

Service de clés

Certaines zones pourront être condamnées pour éviter des dégradations.

Des clefs seront remises aux entreprises devant intervenir pour l'accès à certains locaux. Ces accès seront contrôlés sous la responsabilité de l'(ou des) entreprise(s) ayant reçu la clef. Le nombre de clefs sera limité et les copies de celles-ci sont interdites. Les entreprises, à qui seront remises des clefs, auront la responsabilité, en cas de perte de celles-ci, des dégâts qui pourraient être occasionnés de ce fait ou du fait de la non fermeture des locaux en cas d'absence. La gestion des clés est effectuée par l'Assemblée nationale.

7.14 PROTECTION DES OUVRAGES

Pendant les travaux, toutes les précautions devront être prises afin de ne porter atteinte en aucune manière aux existants, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des locaux. Par exemple, ces précautions pourront être la mise en place de :

- platelages verticaux et horizontaux,
- bâchages étanches de teinte uniforme comprenant toutes sujétions,
- films polyane,
- bourrelets de protection appropriés,
- protections spéciales pour éviter la pénétration d'eau de ruissellement et de poussière dans les locaux.

La protection des passages obligés, notamment pour les parties communes, est effectuée dans le cadre de l'opération.

Tout entrepreneur intervenant à proximité d'ouvrages existants devra mettre en œuvre les protections nécessaires afin de ne pas les détériorer.

Toute dégradation de la peinture intumescence des poutres métalliques, liée à des interventions (fixation de faux plafonds, luminaires...), devra être signalée et réparée par l'applicateur agréé « responsable de la garantie », aux frais de l'entreprise qui aura dégradé. Lorsque l'application de la peinture de finition devra être faite au pistolet, les retouches comprendront la protection des ouvrages existants pouvant être atteints par la peinture au pistolet.

En cas de dégradation d'ouvrages ou de décors, la remise en état se fera par des entreprises spécialisées, au frais de l'entreprise responsable de ces dégradations.

Chaque entrepreneur devra également prendre toutes les dispositions pour éviter tout accident de personne sur ou aux abords du chantier.

Chaque entrepreneur est responsable de ses ouvrages jusqu'à réception même s'ils sont utilisés provisoirement pour les besoins du chantier. Les frais de protection ou d'assurance correspondant à ce risque lui incombent.

Pour des raisons d'intérêt général ou de bonne fin de travaux, l'entrepreneur est tenu de poser, sur ordre express du Maître d'œuvre faisant référence au présent article, les équipements ou ouvrages qu'il n'aurait pas posés par crainte de vol ou détérioration.

8 **ÉTAT DES LIEUX**

Avant toute installation d'entreprise, l'Assemblée nationale pourra décider de réaliser un état des lieux avec procès-verbal. Une entreprise ayant pris place sans cet état des lieux sera réputée responsable des dégradations constatées.

Lorsqu'un état des lieux est établi avant l'ouverture du chantier, chaque entreprise désignera une personne la représentant qui participera, sous la direction du Maître d'œuvre, à l'établissement de l'état des lieux de l'ensemble des bâtiments concernés par les travaux, y compris pièces nobles.

L'état des lieux sera dressé par le Maître d'œuvre avant tout début de travaux, et dans certains cas, un constat contradictoire photo ou vidéo détaillé de l'état des lieux et de son environnement sera réalisé par le Maître d'œuvre.

Dans ce cas, un exemplaire sera remis à l'entreprise qui disposera d'un délai de 7 jours calendaires pour faire état de ses remarques éventuelles en cas de contestation.

Ce constat sera opposable à l'entrepreneur en cas de discordance entre l'état initial et l'état final.

La remise en état des lieux devra être effectuée pour la date des opérations préalables à la réception. En cas de manquement à cette obligation, le Maître d'œuvre pourra faire exécuter les travaux nécessaires par une autre entreprise de son choix, aux frais de l'entrepreneur défaillant, sans mise en demeure préalable.

L'entreprise, une fois l'état des lieux fait, aura à sa charge la surveillance de ses abords et leur conservation en bon état.

9 **OPÉRATIONS TOPOGRAPHIQUES**

Les bâtiments de l'Assemblée nationale ont fait l'objet d'un relevé topographique qui a servi de base à l'établissement des plans de marché.

Un plan de repères de nivellement NGF-I.G.N. 69, a été réalisé à l'extérieur des bâtiments. Il doit servir de base à toute implantation d'ouvrage (s'adresser au bureau de dessin de la Direction des Affaires immobilières et du Patrimoine).

En cas de dégradation d'un trait ou d'un repère, le coût du retraçage, qui sera réalisé par le géomètre, sera à charge de la ou des entreprises responsables.

Le cas échéant, le Maître d'œuvre pourra demander au géomètre de procéder à toute vérification complémentaire. Cette prestation sera à la charge de l'entreprise concernée.

Tout ouvrage qui ne respectera pas le tracé sera repris par l'entreprise, et à ses frais.

10 RÉALISATION DES OUVRAGES

10.1 ORIGINE ET QUALITÉ DES MATÉRIAUX ET DES MATÉRIELS

L'ensemble de la fourniture sera soumis à l'agrément du Maître d'œuvre. Les éléments qui seront jugés comme ne présentant pas les qualités requises ou comme n'étant pas convenablement façonnés, devront être immédiatement déposés, enlevés, remplacés ou refaits, sans que l'entrepreneur puisse prétendre à des indemnités.

L'entrepreneur garantit le Maître de l'ouvrage contre toutes réclamations des propriétaires des brevets et licences concernant les matériels et les équipements utilisés.

Les matériaux et matériels utilisés devront être neufs, de première qualité, exempts de toute altération (oxydation ou autre). Ils devront avoir les caractéristiques correspondant aux influences externes auxquelles ils pourront être soumis et répondre exactement :

- aux critères de qualité préconisés,
- aux conditions nécessaires à une parfaite exécution des travaux demandés,
- à un bon fonctionnement des installations.

Tous les équipements informatiques, électroniques seront impérativement prévus et câblés en système « communiquant ».

Les appareils principaux devront porter une plaque bien visible mentionnant le nom du fabricant, le type et les caractéristiques principales de l'appareil (caractéristiques réelles de fonctionnement après essais et réglages).

Les documentations techniques, notices d'entretien et d'exploitation, procès-verbaux des essais, plaques signalétiques et avis techniques devront être rédigés d'une manière compréhensible en langue française.

Les matériaux doivent être adaptés aux conditions d'exploitation, aux températures et pressions à supporter dans tous les cas. Les caractéristiques des matériaux ne doivent jamais être choisies par défaut.

À la demande du Maître d'œuvre ou du bureau de contrôle, l'entrepreneur du lot concerné devra justifier la qualité des matériaux choisis en précisant :

- la compatibilité avec les équipements en place,
- la conformité aux normes françaises et européennes,
- l'avis technique du C.S.T.B. ou autres laboratoires agréés,
- le label de qualité (délivré par la chambre syndicale intéressée),
- que ces matériaux font l'objet d'un agrément écrit par un bureau de contrôle.

10.2 ÉCHANTILLONS

Dans le cadre de son marché, l'entrepreneur est tenu de fournir au Maître d'œuvre, pour acceptation, tous les échantillons des matériaux et matériels qu'il prévoit de mettre en œuvre et toute modification ou dépose d'ouvrages ou parties d'ouvrages non acceptés.

Aucune commande de matériels ou matériaux ne peut être passée par l'entrepreneur sinon à ses risques et périls tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'a pas été établie par un accord du Maître d'œuvre.

Un tableau comportant un échantillon des divers appareils et matériaux retenus restera sur le chantier jusqu'à la réception.

Le Maître d'œuvre se réserve la possibilité de mettre les appareils à l'essai pendant un certain temps avant leur agrément.

10.3 DÉFINITION DES TERMES EMPLOYÉS DANS LE PRÉSENT ARTICLE 10

Les dispositions qui suivent fixent une règle de répartition des prestations qui s'imbriquent dans les interventions simultanées ou alternées de chaque Corps d'État.

D'une façon générale cette règle attribue à chaque entreprise l'exécution des prestations dépendant ou conséquente des travaux à sa charge, le titulaire d'un marché de travaux doit la totalité des prestations nécessaires à l'exécution de ses travaux (même s'il doit lui-même faire appel à un spécialiste pour certaines tâches n'entrant pas dans le cadre de sa qualification).

Demandeur

Entreprise qui, pour faciliter ou permettre la mise en œuvre de ses propres ouvrages, est appelée à demander ou à prévoir :

- soit l'exécution de réservations, de percements, découpes, saignées dans l'ouvrage support,
- soit l'intégration d'une incorporation dans l'ouvrage support,
- soit des renforts de l'ouvrage support, dimensionnés pour la reprise des charges et sollicitations apportées par ses propres ouvrages (dans la mesure où le cahier des clauses techniques particulières de son lot, ou les plans contractuels de son marché, précisent que ses ouvrages sont supportés par l'ouvrage support).

Support ou ouvrage support

Ouvrage dans lequel ou sur lequel sont pratiquées les opérations ci-après définies.

Exemples d'ouvrages support : ouvrages en béton ou béton armé, maçonnerie, cloison, paroi, faux plafond, revêtement de sol scellé ou collé, revêtements muraux collés ou agrafés, bardage, toiture bacs acier, ouvrages de menuiserie et de serrurerie, etc.

Réservation

Ouverture ou évidement ou décaissé réalisé à la construction de l'ouvrage support et demandé lors de la mise au point des plans d'exécution par un tiers entrepreneur, en vue de la mise en œuvre de ses ouvrages.

Exemple de réservation : baie - trémie - trou destiné au passage de réseaux - trou de scellement - feuillure - rainure - engravure - etc.

Percement - découpe – saignée – refouillement - évidement

Ouverture, découpe ou évidement réalisé après coup dans un ouvrage support exécuté. Les joints obtenus par sciage ne sont pas concernés par le présent paragraphe.

Renfort

Ouvrages rapportés pour l'adaptation de l'ouvrage support (structure, dallage, paroi, cloison, faux plafond, etc.) aux charges et sollicitations apportées par le matériel, équipement ou matériau à supporter par l'ouvrage support, ou nécessaire à la réalisation d'un percement ou d'une réservation.

Scellement

Opération consistant à fixer solidement un matériel ou matériau dans une réservation, un percement ou une saignée exécuté dans l'ouvrage support, au moyen d'un mortier ou d'un produit de scellement approprié (mortier à liant hydraulique - mortier de résine - plâtre, etc.).

Rebouchage

Obturation dans l'ouvrage support d'une réservation, d'un percement, d'une saignée ou d'une découpe, utilisé ou non pour le passage des réseaux, d'une baie ou d'une trémie provisoire ayant servi en phase chantier à l'amenée d'un matériel ou à l'exécution d'un ouvrage particulier.

Le garnissage d'une saignée après mise en place de fourreaux est considéré comme un rebouchage.

Calfeutrement

Complément d'obturation, solidaire de l'ouvrage support, assurant une continuité du parement de l'ouvrage support, et assurant une continuité d'étanchéité ou d'isolation ou remplissant un espace vide entre un matériau, un matériel ou un équipement et l'ouvrage support, auquel est juxtaposé, ou sur lequel est fixé, ou que traverse ce matériau, ce matériel ou cet équipement.

Incorporation

Matériel, équipement ou dispositif mis en œuvre avant ou pendant l'exécution de l'ouvrage dont il est destiné à être solidaire.

Exemple d'incorporations : huisseries, précadre, fourreaux, goulottes, boîtes de sol et matériels électriques, rails et dispositifs spéciaux d'ancrage, douilles et boulons d'ancrage, taquets, couche résiliente, etc.

Raccord

Sujétion de reprise de finition d'un ouvrage exécuté auquel est juxtaposé ou fixé un autre ouvrage, ou sujétion d'arrêt d'un ouvrage en limite d'un matériel, ou équipement incorporé, effectuée après mise en œuvre de l'ouvrage juxtaposé ou du matériel ou de l'équipement considéré.

Exemple de raccord : dressage des angles - ragréage - reprise d'enduit - reprise de revêtement de sol – mur - plafond, reprise de peinture, reprise de flocage etc.

10.4 LIMITES D'APPLICATION

Les prescriptions définies ci-après s'appliquent à la totalité des ouvrages à exécuter, sauf cas particulier faisant l'objet de prescriptions contraires ou complémentaires définies dans le CCTP de chaque lot.

Les incidences financières résultant du respect par chaque entreprise concernée des prescriptions et sujétions définies ci-après, ainsi que des éventuelles prescriptions particulières des CCTP sont réputées incluses dans l'offre de l'entreprise concernée, même si la décomposition n'en fait pas apparaître explicitement le détail.

Réservations

Pour les réservations, le demandeur devra fournir :

- des plans cotés définissant avec précision les dimensions géométriques ainsi que l'implantation par rapport aux axes du bâtiment des réservations souhaitées ;
- la vérification par un spécialiste (entrepreneur réalisant le support) que l'exécution de ces réservations ne met pas en péril la stabilité, la solidité ou la pérennité de l'ouvrage support.

Toute réservation sera à la charge du demandeur.

Le demandeur des plans de réservations en conservera l'entière responsabilité.

Les réservations, y compris le traçage, seront obligatoirement exécutées par l'entreprise réalisant le support, pour le compte et à la charge du demandeur, à défaut par le demandeur.

Préalablement à la remise de ses plans de réservations, le demandeur devra obligatoirement faire viser les plans d'exécution de ses ouvrages par le Maître d'œuvre et, le cas échéant, par le Bureau de Contrôle.

Percements - découpes – saignées (dans les ouvrages existants autres qu'en maçonnerie de pierre ou mur d'appareil)

Les sujétions suivantes seront exécutées par le demandeur, à sa charge financière, et sous le contrôle de l'entrepreneur réalisant le support (liste exhaustive et limitative) :

- Percements dans des maçonneries de parpaings et en dehors des linteaux en béton armé, dans les maçonneries en carreaux de plâtre ou dans les ouvrages en béton ou en béton armé.
- Toute utilisation directe d'outils pneumatiques ou électro-pneumatiques à percussion sur les ouvrages en béton ou béton armé est interdite.

En cas de percement pour réservation dans un ouvrage en béton ou béton armé, un sciage préalable du support devra être effectué avant utilisation des perforateurs pneumatiques ou électro-pneumatiques afin de limiter les transmissions de vibrations aux ouvrages en pierre.

Une autorisation préalable sera demandée à la Maîtrise d'œuvre.

- Saignées de profondeur inférieure ou égale à la moitié de l'épaisseur du mur, dans des murs en maçonnerie de parpaings ou de carreaux de plâtre pour incorporation de fourreaux électriques ou de canalisations de plomberie sous fourreau (et dans la mesure où ces saignées sont rebouchées après mise en place des fourreaux).

Percements – découpes – saignées – refouillement – évidement, dans des ouvrages existants en maçonnerie de pierre ou mur d'appareil

Cette demande d'autorisation devra spécifier clairement les caractéristiques de l'ouvrage à réaliser et les conditions de sa mise en œuvre.

Sauf accord explicite du Maître d'œuvre, ces interventions seront exécutées par une entreprise reconnue qualifiée pour exécuter des travaux sur des maçonneries anciennes en pierre ou en pierre de taille, à la charge financière du demandeur.

L'utilisation des outils à percussion, type marteau pneumatique ou électrique, sur les maçonneries de pierre ou murs d'appareil est interdite.

Renforts

Les renforts seront obligatoirement exécutés par l'entreprise réalisant le support et sous sa responsabilité. Ils seront validés par le Maître d'œuvre et le Contrôleur technique.

Les renforts seront déterminés et calculés par l'entrepreneur réalisant le support, à partir des hypothèses de charges et de sollicitations qui lui seront fournies par le demandeur via le Maître d'œuvre sur demande de l'entreprise réalisant le support et avant une date limite qui sera définie par le Maître d'œuvre dans le cas d'équipement ou de matériel ou d'ouvrage particulier à supporter.

Rebouchages/Calfeutrements

Sauf accord explicite du Maître d'œuvre, les rebouchages et calfeutrements dans les maçonneries de pierre seront exécutés par les entreprises des lots « Maçonnerie - Pierre de taille », aux frais du demandeur.

Les rebouchages dans les ouvrages en béton armé seront exécutés par le titulaire en charge des travaux de maçonnerie, aux frais du demandeur.

Tous les autres rebouchages seront obligatoirement exécutés par l'entreprise réalisant le support, aux frais du demandeur et prévus dans son offre.

Les produits employés devront assurer le même degré coupe-feu que les parois traversées.

Raccords/Scellements

Sauf accord explicite du Maître d'œuvre, les raccords et scellements dans les maçonneries de pierres seront exécutés par l'entreprise en charge des travaux de maçonnerie, aux frais du demandeur et prévus dans son offre.

Tous les autres scellements seront obligatoirement exécutés par l'entreprise réalisant le support.

Incorporations

À l'exception des cas particuliers explicitement définis dans les CCTP de chaque lot, les incorporations fournies par le demandeur, seront fixées ou maintenues solidement et réglées par le demandeur, à l'avancement des travaux de l'ouvrage support. Le demandeur sera responsable de la bonne exécution.

11 RÉCEPTION DES OUVRAGES

En application de l'article 41 du C.C.A.G. – Travaux, on rappellera les différentes étapes qui jalonnent la réception des ouvrages :

1. L'entrepreneur avise **par écrit** le représentant de la maîtrise d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.
2. **Dans un délai prévu au marché**, le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception (O.P.R.) après convocation de l'entrepreneur. Les procès-verbaux des O.P.R. doivent être dressés et signés sur le champ par le maître d'œuvre et l'entrepreneur.
3. **Dans un délai de cinq jours** suivant la date du procès-verbal des O.P.R., le maître d'œuvre fait savoir à l'entrepreneur s'il a proposé ou non la réception au représentant de la maîtrise d'ouvrage.
4. **Dans un délai de trente jours** à compter de la date du procès-verbal des O.P.R., le représentant de la maîtrise d'ouvrage décide s'il prononce ou non la réception, avec ou sans réserves.

À défaut de décision du représentant de la maîtrise d'ouvrage dans ce délai de trente jours, les propositions du maître d'œuvre sont supposées acceptées.

Chaque étape de la procédure de réception des ouvrages doit donner lieu à l'établissement d'un procès-verbal.

Nota : Les formulaires EXE établis par le ministère de l'Économie et des Finances ont été adaptés aux particularités de l'Assemblée nationale, comme suit :

• EXE 4 Procès-verbal des opérations préalables à la réception :

Il permet au maître d'œuvre de rendre compte de ses opérations préalables à la réception des ouvrages (constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ou d'imperfections, constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des lieux, vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie, etc.).

• EXE 5 Proposition du maître d'œuvre :

Il permet au maître d'œuvre de formaliser ses propositions relatives à la réception des ouvrages ayant fait l'objet d'opérations préalables.

• EXE 6 Décision de réception :

Ce formulaire permet de formaliser la décision du maître de l'ouvrage de réceptionner le bien avec réserves (ou sans réserves si un EXE 8 a été précédemment établi). Il fixe la date retenue pour l'achèvement des travaux.

• EXE 7 Décision de non-réception :

Ce formulaire permet de formaliser la décision du maître de l'ouvrage de ne pas réceptionner l'ouvrage.

• **EXE 8 Procès-verbal de levée des réserves :**

Il s'agit du procès-verbal de levée des réserves qui est établi dans les mêmes conditions que le procès-verbal des OPR. C'est au vu de ce procès-verbal de levée des réserves et des propositions du maître d'œuvre que le maître d'ouvrage prononce, ou non, la levée des réserves dans sa décision de réception.

• **EXE 9 Propositions du maître d'œuvre et décision du maître de l'ouvrage relatives à la levée des réserves et à la réception de l'ouvrage.**

12 DÉCLARATION DE SINISTRE

En cas de sinistre sur travaux, l'entreprise devra obligatoirement engager sans délai une procédure auprès de son interlocuteur de la DAIP, qui assurera toutes les liaisons avec la Direction de l'Administration générale et de la sécurité.

13 TRAVAUX NON RÉALISÉS

Dans le cas d'application d'un prix forfaitaire, le montant des travaux non réalisés, établi à partir des éléments figurant dans la décomposition du prix forfaitaire, sera déduit du prix forfaitaire initial ou modifié par d'éventuels avenants. En aucun cas, ils ne peuvent être générateurs d'indemnités.

14 CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire du marché s'interdit de divulguer, de quelque manière que ce soit, toute information concernant le contenu de ses prestations, non plus que toute information ou document porté à sa connaissance dans le cadre de ces marchés et relatif à l'Assemblée nationale, à son organisation, à ses activités et aux dispositions architecturales et techniques des bâtiments.

Toute demande de publicité relative aux prestations faisant l'objet du présent marché, doit être transmise au directeur de la Direction des Affaires immobilières et du Patrimoine.

Tout manquement à cette disposition est susceptible d'entraîner la rupture de marché, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles, pénales ou administratives.